



Date: 25 janvier 2008

Didier Reynders inaugure le cycle de conférences du Cercle de Wallonie

Didier Reynders était l'invité du Cercle de Wallonie. Il inaugurait ainsi le cycle de conférences pour 2008. D'emblée, le Président du MR a rappelé que le « *Gouvernement actuel n'est pas, pour le MR, un choix, mais une obligation. Il fallait arrêter le compteur de la crise car sur la scène internationale, l'image de la Belgique était écornée et sur le plan national, des mesures importantes pour les citoyens devaient être prises* ».

Sur la réforme de l'Etat, Didier Reynders a rappelé que durant plusieurs mois, nous avons été confrontés à la « *culture du non* » et a précisé que « *si l'on veut vivre ensemble, il faudra bien un peu tenir compte de ce que les 6 millions de Flamands veulent et pensent. Ils ont de vraies demandes et les francophones ne peuvent sans arrêt les balayer. Le risque que nous, francophones, prenons en disant non sans cesse est qu'un jour, l'on se sépare. Il faut ouvrir le débat et éviter ces tendances vers le séparatisme. Il n'y a pas de raison objective à ce que les Régions et les Communautés n'aient pas davantage de compétences* ».

Didier Reynders a également insisté sur la nécessité de renforcer le fédéral : « *on ne peut demander à l'Etat fédéral d'assumer le coût des pensions et des soins de santé et dans le même temps, de transmettre les moyens aux Régions* ».

Le Président du MR a estimé que les communautés et les mandataires de ces communautés ne se comprennent pas par manque de contacts et de replis électoralistes. Une des solutions serait la mise en place d'une circonscription fédérale qui enverrait à la Chambre des Députés qui se sont présentés sur l'ensemble du pays. « *Cela obligerait les candidats à tenir partout le même discours et de s'exprimer dans la langue de l'électeur* ».

En matière budgétaire, le Ministre des Finances a rappelé sa volonté de présenter un budget 2008 en équilibre et de poursuivre la diminution de la dette qui, de 138% en 1993 est passée en 2007 à 84%, mais reste tout de même sensiblement supérieures à la moyenne européenne. « *La Belgique est un des pays européens qui taxe le plus le travail et l'activité économique. Nous devons poursuivre l'allègement des charges qui pèsent sur ces secteurs et afin de favoriser l'investissement, de soutenir la création d'emploi et la valorisation du pouvoir d'achat. A travers la fiscalité, le MR est favorable à une diminution des charges sur les bas et les moyens revenus, sur la recherche et à l'octroi d'allocations décentes pour les pensionnés et celles et ceux qui ne trouvent pas de travail.* »

Le Président du MR a par ailleurs indiqué que pour le MR, les avancées en matière socio-économiques primeraient sur l'institutionnel. Il a défendu les intérêts notionnels qui permettent aux entreprises qui investissent sur fonds propres de bénéficier de la même déductibilité fiscale que si elles avaient emprunté cette somme auprès d'une banque. « *Cette mesure, lancée au premier janvier 2006, permet d'avoir un taux d'imposition de l'ordre de 26 à 27% et attire de nombreux investisseurs. En valeur nominale avec 76 milliards de dollars, la Belgique est devenue le 4ème pays au monde en termes d'investissements. Cela se traduit par une diminution du chômage, des recettes fiscales sur l'impôt des sociétés en hausse de 6%.* »

En matière de développement durable, le Ministre des Finances a insisté sur l'importance de la conscientisation et la mise en place d'outils et d'incitants fiscaux en faveur de matériaux et de comportements moins énergivores. Il en a appelé à la responsabilisation notamment dans les choix à effectuer pour diminuer la consommation d'énergie. C'est ainsi que prenant l'exemple de la réouverture du haut fourneau de Seraing et les conséquences qu'elle impliquera sur l'environnement, Didier Reynders souhaite avoir de Mittal, la garantie que cette entreprise va fonctionner pour plusieurs années et de la Région wallonne, la garantie qu'on ne va pas gratter les fonds de tiroir en Wallonie pour maintenir une telle activité au détriment d'autres projets porteurs d'emploi et de développement économique.

Didier Reynders a conclu son exposé en demandant qu'en Belgique et en Région wallonne en particulier « *on ose le débat sur des réformes profondes : que ce soit sur le marché du travail, sur la façon de considérer le risque et le goût du risque, sur le soutien aux entreprises, à la créativité, aux indépendants. Si on ne comprend pas cela, on ne sortira pas du malaise belge car en Flandre, ce qui complique la relation avec la Wallonie, ce ne sont pas uniquement les transferts nord/sud, mais bien davantage le sentiment que malgré ces transferts, le redressement économique ne se fait pas. Partout en Europe, les aides européennes ont été envisagées comme devant permettre à une région, à un pays de rattraper son retard à l'égard des régions et pays voisins* ».

